

**N° 4637<sup>5</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1999-2000

---

**PROJET DE REGLEMENT  
GRAND-DUCAL****concernant la participation du Luxembourg  
à la mission d'observation de l'OSCE aux élections présidentielles  
en Fédération de Russie**

\* \* \*

**AVIS COMPLEMENTAIRE DE LA COMMISSION DE TRAVAIL**

(11.5.2000)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 24 février 2000 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement, à la demande du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal.

Le projet a pour objet de permettre et de déterminer les modalités de la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'OSCE aux élections présidentielles en Fédération de Russie.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

Conformément à cette loi, le Ministre des Affaires étrangères a consulté la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés. Cette consultation a eu lieu au cours d'une réunion le 31 janvier 2000, lors de laquelle la Commission des Affaires étrangères et européennes a à l'unanimité émis un avis positif au sujet de cette participation.

Par la suite la Chambre des Députés a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 7 mars 2000, dans lequel le Conseil d'Etat a marqué son accord avec le projet, sous réserve d'observations concernant le préambule ainsi que l'article 1.

En date du 13 mars 2000, le Gouvernement a communiqué à la Chambre des Députés une prise de position sur l'avis du Conseil d'Etat et un texte coordonné du projet.

La Commission de Travail a rendu un avis positif concernant le projet de règlement grand-ducal en date du 16 mars 2000.

Une nouvelle version du projet a été ensuite déposée par le Gouvernement le 28 mars 2000 qui est identique au projet initial, sauf pour ce qui est de la date de la prise d'effet qui a été fixée rétroactivement au 21 mars 2000, ainsi que de l'intégration des observations du Conseil d'Etat et de la Commission de Travail. Le Gouvernement explique qu'en raison des délais trop brefs, le règlement n'avait pas pu être soumis en temps utile à la signature du Chef de l'Etat.

Dans son avis complémentaire du 7 avril 2000, le Conseil d'Etat réitère son accord au projet, tout en formulant une remarque concernant le dernier alinéa du visa et l'article 3, et en insistant à ce qu'à l'avenir les règlements en matière de missions d'observation soient arrêtés en temps utile afin d'éviter de mettre les participants dans une situation d'insécurité juridique qui ne sera régularisée que rétroactivement.

La Commission de Travail rend à l'unanimité un avis positif concernant la nouvelle version du projet déposée le 28 mars 2000 par le Gouvernement.

Luxembourg, le 11 mai 2000.

*Le Greffier,*  
Guillaume WAGENER

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Jean SPAUTZ